



NOTE DE PRISE DE POSITION

INTÉGRER L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : RENFORCER L'EFFICACITÉ, LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILITÉ

Mars 2026

Problématique

Les systèmes de finances publiques africains sont soumis à la pression de faire plus avec moins : collecter les recettes plus efficacement, contrôler les fuites, améliorer l'intégrité des marchés publics, accélérer la production de rapports et fournir de meilleurs services dans un contexte budgétaire plus tendu. Pourtant, de nombreuses institutions s'appuient encore sur des données fragmentées, des contrôles manuels, une interopérabilité insuffisante et une supervision réactive. Cela engendre des retards, des erreurs et des angles morts qui nuisent à la fois à l'efficacité et à la transparence.

L'intelligence artificielle est de plus en plus présentée comme une solution, mais le véritable enjeu politique ne réside pas simplement dans la question de savoir si les gouvernements doivent adopter l'IA. Il s'agit plutôt de déterminer s'ils peuvent l'adopter de manière responsable, de façon à renforcer la gestion des finances publiques sans aggraver l'opacité, les biais, le manque de responsabilité ou l'exclusion numérique. Une expérimentation fragmentée sans gouvernance peut créer de nouveaux risques tout en résolvant les anciens.

Contexte et impact

La présentation donnée lors de la conférence 2025 de l'AAAG sur l'IA et les finances publiques a utilement défini l'IA à travers trois piliers – les données, l'automatisation et l'intelligence – et l'a mise en relation avec des applications pratiques de la gestion des finances publiques telles que la détection des anomalies, le traitement automatisé, les prévisions, l'engagement citoyen et le suivi des marchés publics. Elle a également identifié les principales contraintes qui pèsent le plus dans le contexte africain : la mauvaise qualité des données, les déficits de compétences, les contraintes d'infrastructure, les préoccupations éthiques et la résistance au changement organisationnel.

Les données internationales montrent que l'IA s'impose déjà dans l'administration publique. Les rapports de l'OCDE indiquent qu'une majorité des pays de l'OCDE utilisent l'IA pour améliorer la conception et la prestation des services publics. Dans le même temps, la Banque mondiale et les débats politiques africains continuent de souligner que les infrastructures numériques, la qualité des données et les compétences restent des obstacles majeurs à une adoption efficace de l'IA dans de nombreux pays en développement. L'orientation de la politique numérique du Ghana – notamment sa stratégie nationale en matière d'IA et ses ambitions en matière d'infrastructures publiques numériques – illustre comment un pays africain peut commencer à jeter les bases nécessaires.

L'impact politique d'une adoption responsable de l'IA dans la gestion des finances publiques pourrait être transformateur : rapprochement comptable plus rapide, meilleures prévisions, audits et contrôles de conformité plus ciblés, détection renforcée des fraudes, analyse améliorée des marchés publics, meilleur accès aux services et prise de décision budgétaire plus réactive. Mais ces gains dépendent des choix de gouvernance, et non de la seule technologie.

Solutions politiques

Afin de définir un programme politique continental crédible en matière d'IA dans la gestion des finances publiques, l'AAAG propose de forger une alliance stratégique pour renforcer son rôle de plaidoyer et de leadership éclairé, dans le but de tracer une voie de réforme concrète qui aide les pays membres à établir les fondements numériques, les garanties de gouvernance et les capacités institutionnelles nécessaires au déploiement de l'IA en tant qu'instrument fiable d'intégrité budgétaire, d'efficacité opérationnelle et de responsabilité publique, en faisant progresser les efforts continentaux visant à :

- 1) Mettre en place la base de données et l'infrastructure publique numérique. L'IA dans la gestion des finances publiques doit s'appuyer sur des systèmes financiers interopérables, des identifiants fiables, des paiements numériques, une gestion rigoureuse des dossiers et des normes de données cohérentes entre les plateformes fiscales, de trésorerie, de passation de marchés, de paie, de dette, d'audit et de prestation de services.

- 2) Commencer par des cas d'utilisation à fort impact et à faible risque. Les applications prioritaires devraient inclure la notation des risques liés aux recettes, la détection des anomalies, l'automatisation des factures et des rapprochements, la vérification de la paie, le suivi des marchés publics, l'aide à la prévision, ainsi que des assistants destinés aux citoyens pour le soutien en matière d'information et de transactions.
- 3) Intégrez l'IA au sein des systèmes existants de gestion des finances publiques (PFM) et d'administration numérique. L'IA doit améliorer les flux de travail liés à la trésorerie, au système d'information de gestion financière (FMIS), à la fiscalité, aux douanes, aux marchés publics, à la dette et au reporting, plutôt que de rester en marge de ceux-ci sous forme d'expériences isolées. C'est l'intégration qui fait de l'IA un outil de gouvernance.
- 4) Établissez des règles claires en matière d'éthique, d'assurance et de responsabilité. Les pouvoirs publics doivent se doter de politiques relatives à l'explicabilité, au contrôle humain, aux tests des modèles, à l'auditabilité, à la protection des données, à la cybersécurité et aux normes d'achat pour les systèmes basés sur l'IA. La confiance du public dépendra de la capacité des pouvoirs publics à démontrer que les décisions assistées par l'IA restent légales, vérifiables et équitables.
- 5) Investir dans les capacités institutionnelles et la gestion du changement. Les responsables de la gestion des finances publiques doivent disposer de connaissances suffisantes pour piloter l'IA de manière stratégique, tandis que les équipes techniques doivent renforcer leurs compétences en ingénierie des données, en analyse, en assurance et en gestion des systèmes. C'est le changement organisationnel, et non pas uniquement l'acquisition de technologies, qui déterminera le succès de l'initiative.

Conclusion

L'IA peut aider les gouvernements africains à mieux collecter les recettes, à mieux dépenser, à mieux détecter les irrégularités et à mieux servir la population. Mais cela ne se fera pas uniquement par l'adoption de la technologie. L'IA doit s'inscrire dans une architecture des finances publiques plus solide, une infrastructure publique numérique et une gouvernance institutionnelle renforcées. L'AAAG peut jouer un rôle stratégique de coordination en aidant ses pays membres à considérer l'IA non pas comme un substitut à la réforme, mais comme un multiplicateur de force au service de la transparence, de l'efficacité et de l'intégrité budgétaire.

Appel à l'action

La prochaine étape pour l'Afrique est claire et concrète : établir des bases de données, sélectionner un petit nombre de cas d'utilisation à forte valeur ajoutée, les gérer de manière responsable, mesurer rigoureusement les résultats et déployer à grande échelle ce qui fonctionne.

L'ASSOCIATION AFRICAINE DES COMPTABLES GÉNÉRAUX (AAAG)

Plot 488a, Lake Road | Kabulonga – Lusaka, Zambie | +260 958120115info@aaag.africa |

www.aaag.africa

Follow us on Social Media



www.AAAG.AFRICA

AFRICAN ASSOCIATION OF
ACCOUNTANTS GENERAL